

Investissements privés et publics Québec et ses régions

FLASH

Perspectives 2010

En bref

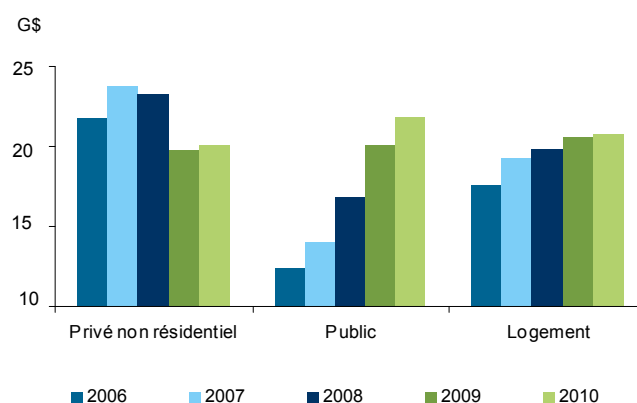
- *L'investissement public domine les investissements non résidentiels*
- *Industries productrices de biens : les régions ressources en croissance*
- *Le secteur du logement en hausse partout, sauf pour Montréal et sa couronne*

INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS

Selon les perspectives 2010, les dépenses en immobilisation augmenteront de 3,6 % au Québec, pour atteindre 62,7 G\$. Québec est d'ailleurs la seule province canadienne à n'avoir subi aucun recul en variation annuelle pour la période comprise entre 2006 et 2010. Cette croissance soutenue des investissements totaux cache cependant une grande disparité entre les secteurs : alors que les investissements publics ont fortement augmenté pendant la période (+ 75,9 %), les investissements privés non résidentiels ont régressé de 7,5 % (le logement a crû pour sa part de 17,2 %). Ce faisant, 2009 marque la première année où les dépenses en immobilisation du secteur public dépassent celles effectuées par le secteur privé (non résidentiel) à l'échelle provinciale.

Selon les régions, la part des investissements publics dans les investissements non résidentiels totaux varie entre 14,2 % (Abitibi-Témiscamingue) et 81,4 % (Nord-du-Québec). Un ratio supérieur à 50 % signifie une prédominance du secteur public dans l'investissement non résidentiel. Ce ratio est atteint dans 9 des 17 régions en 2010 alors qu'en 2006, ce ratio n'était atteint que dans trois régions. Des régions où nous observions historiquement une part plus faible des investissements publics, telles Laval et Montréal, font maintenant partie du groupe où les investissements publics dominent les investissements privés (depuis 2009 pour Laval et 2010 pour Montréal). Les Laurentides sont également légèrement au-dessus du ratio (50,2 %) alors que les deux autres régions de la couronne de Montréal (Montréal, Lanaudière) demeurent légèrement en dessous du ratio de 50 %, quoique la tendance récente démontre le même phénomène.

Figure 1

Dépenses en immobilisation selon les secteurs, Québec, 2006-2010¹

1. 2006-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires; 2010 : perspectives.

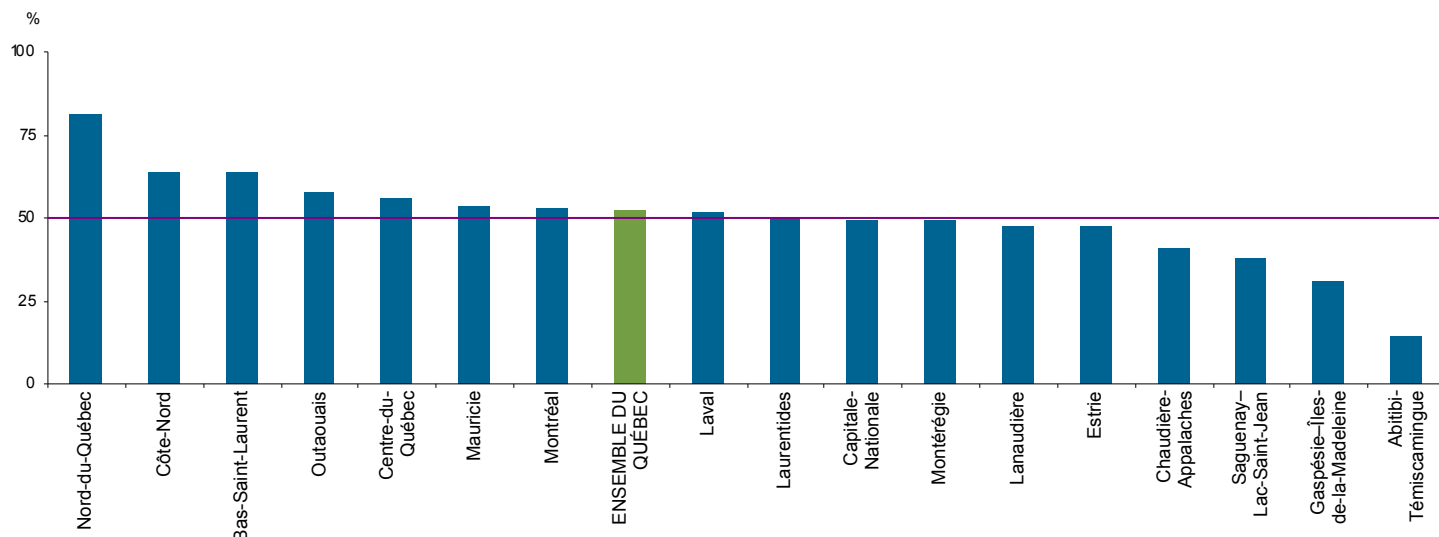
Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Le portrait des régions ressources est beaucoup plus hétérogène : les ratios extrêmes, au minimum comme au maximum, se retrouvent dans six de ces sept régions. Le Nord-du-Québec compte 4,4 fois plus d'investissements publics que privés, le Bas-Saint-Laurent et la Côte-Nord, 1,8. À l'opposé, en Abitibi-Témiscamingue, l'investissement privé non résidentiel est plus de six fois plus élevé que l'investissement public, et plus de deux fois en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

1. Le Québec compte sept régions ressources, soit le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

Figure 2

Part des investissements publics dans les investissements non résidentiels, Québec, perspectives 2010



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

INVESTISSEMENTS SELON LES INDUSTRIES

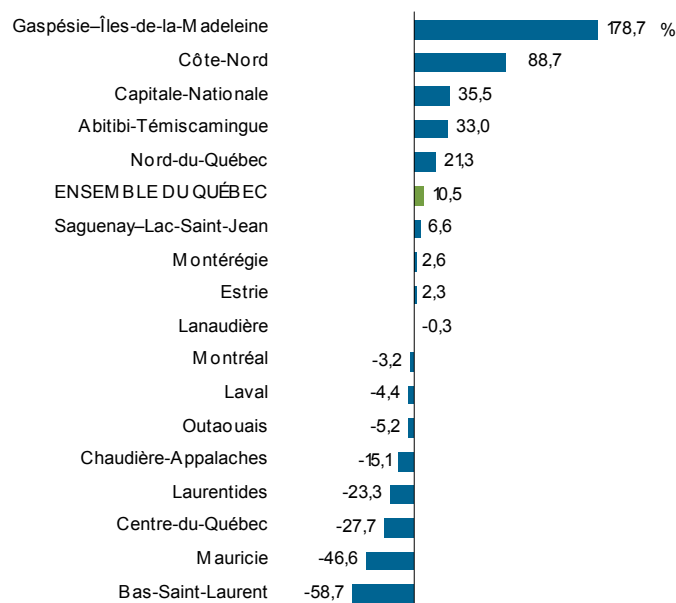
On observe que les dépenses en immobilisation augmentent dans 10 des 17 régions administratives. Les croissances les plus prononcées s'observent dans les régions ressources : 56,8 % dans la Côte-Nord, 36,3 % en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et 20,4 % en Abitibi-Témiscamingue. À l'opposé, la région du Centre-du-Québec enregistre une diminution de 16,1 % en 2010, compte tenu du niveau exceptionnel atteint en 2009. En effet, les investissements de 2010 sont, nonobstant 2009, à leur plus haut depuis 1998 pour la région. Laval est la seule autre région qui enregistre une baisse supérieure à 10,0 %.

L'investissement dans les industries productrices de biens augmente de 10,5 % au Québec en 2010, soit la plus forte progression depuis 2003. Parmi les cinq régions où se concentrent ces investissements au Québec (Montréal, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-Québec et Montérégie), seule Montréal enregistre une décroissance en 2010 (- 3,2 %), due aux reculs de l'investissement dans les secteurs des services publics (- 30,9 M\$) et de la fabrication (- 15,4 M\$). En revanche, les trois régions ressources du groupe ont des taux de croissance annuels de plus de 20,0 %. La hausse de l'investissement minier en Abitibi-Témiscamingue (+ 221,7 M\$), en Côte-Nord (+ 159,7 M\$) et dans le Nord-du-Québec (+ 123,6 M\$), combinée à la hausse du secteur des services publics en Côte-Nord (+ 825,9 M\$) et dans le Nord-du-Québec (+ 346,2 M\$), expliquent la robustesse de la croissance provinciale. Malgré le poids plus modeste de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, il importe de mentionner le taux

de croissance de 178,7 % pour ces industries en 2010, propulsant la région à un niveau de plus du double de l'ancien sommet historique de 2006.

Figure 3

Variation annuelle des dépenses en immobilisation selon les régions administratives, secteur de la production de biens, perspectives 2010



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

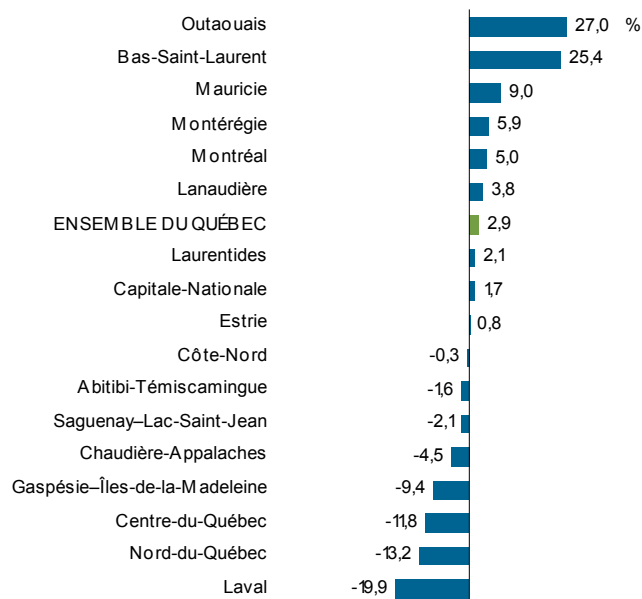
Les industries productrices de services, représentant 68,6 % des investissements non résidentiels au Québec, sont en hausse de 2,9 % en 2010 pour s'établir à 28,8 G\$. On dénombre trois régions où les dépenses en immobilisation de ces industries dépassent les 2 milliards de dollars. Il s'agit de Montréal (8,2 G\$, croissance de 5,0 %) de la Montérégie (5,1 G\$, croissance de 5,9 %) et de la Capitale-Nationale (4,6 G\$, croissance de 1,7 %). Dans le cas montréalais, la forte progression des investissements dans le secteur du transport et entreposage (+ 484,4 M\$) suffit à contrebalancer les diminutions observées dans d'autres industries productrices de services, notamment dans le secteur des finances, assurances et services immobiliers et de location à bail (- 118,0 M\$). Si l'on s'intéresse aux variations en pourcentage, les plus fortes croissances s'observent dans les régions de l'Outaouais (+ 27,0 %) et du Bas-Saint-Laurent

(+ 25,4 %), alors que les baisses les plus marquées sont dans les régions de Laval (- 19,9 %), du Nord-du-Québec (- 13,2 %) et du Centre-du-Québec (- 11,8 %).

Le secteur du logement augmente de 0,4 % au Québec en 2010, s'établissant ainsi à 20,7 G\$, et ce, malgré la décroissance généralisée de Montréal et de sa couronne, qui comptent pour 57,5 % du total québécois. Les taux de croissance pour ces régions oscillent entre - 1,0 % (Montérégie) et - 5,9 % (Montréal). Hormis ces cinq régions, toutes les régions du Québec voient les investissements dans le logement augmenter à des taux variant entre + 1,4 % (Outaouais) et + 18,7 % (Côte-Nord). Les sept régions ressources se classent au-dessus du taux de croissance médian, et quatre de ces régions ont des croissances annuelles supérieures à 10,0 %.

Figure 4

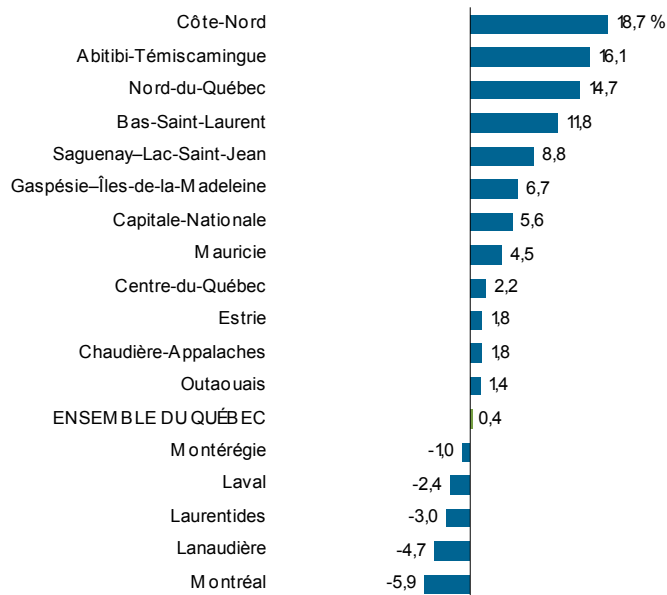
Variation annuelle des dépenses en immobilisation selon les régions administratives, secteur de la production de services, perspectives 2010



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Figure 5

Variation annuelle des dépenses en immobilisation selon les régions administratives, secteur du logement, perspectives 2010



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Abréviations et signes conventionnels :

\$	En dollars
G	En milliards
M	En millions
r	Donnée révisée
%	Pourcentage

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Pour plus de renseignements :

Jean-François Fortin

Direction des statistiques économiques et
du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411 poste 3175

Courriel : jean-francois.fortin@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du
Québec
2^{er} trimestre 2010
ISSN 1715-6645 (en ligne)

**Institut
de la statistique
Québec**

Tableau 1

Dépenses en immobilisation des régions administratives, par industrie et par secteur, Québec, perspectives 2010

Région administrative	Unité	Industrie productrice de...			Total	Secteur	
		Biens	Services	Logement		Privé	Public
Bas-Saint-Laurent	k\$	172 390	807 658	520 867	1 500 914	876 808	624 106
	Part relative (%)	11,5	53,8	34,7	100,0	58,4	41,6
	Variation 2010/2009 (%)	-58,7	25,4	11,8	-1,7	-16,8	31,8
Saguenay– Lac-Saint-Jean	k\$	434 538	755 860	679 997	1 870 395	1 419 318	451 077
	Part relative (%)	23,2	40,4	36,4	100,0	75,9	24,1
	Variation 2010/2009 (%)	6,6	-2,1	8,8	3,6	6,3	-3,9
Capitale-Nationale	k\$	547 055	4 583 952	2 657 940	7 788 947	5 240 843	2 548 104
	Part relative (%)	7,0	58,9	34,1	100,0	67,3	32,7
	Variation 2010/2009 (%)	35,5	1,7	5,6	4,9	5,0	4,7
Mauricie	k\$	216 206	823 559	671 459	1 711 225	1 156 524	554 701
	Part relative (%)	12,6	48,1	39,2	100,0	67,6	32,4
	Variation 2010/2009 (%)	-46,6	9,0	4,5	-5,1	1,3	-16,2
Estrie	k\$	274 075	727 457	907 516	1 909 048	1 431 463	477 586
	Part relative (%)	14,4	38,1	47,5	100,0	75,0	25,0
	Variation 2010/2009 (%)	2,3	0,8	1,8	1,5	-0,9	9,2
Montréal	k\$	1 536 477	8 243 171	2 170 962	11 950 610	6 770 687	5 179 923
	Part relative (%)	12,9	69,0	18,2	100,0	56,7	43,3
	Variation 2010/2009 (%)	-3,2	5,0	-5,9	1,8	-7,6	17,4
Outaouais	k\$	345 557	1 162 830	1 023 632	2 532 020	1 658 269	873 751
	Part relative (%)	13,6	45,9	40,4	100,0	65,5	34,5
	Variation 2010/2009 (%)	-5,2	27,0	1,4	10,6	7,8	16,3
Abitibi- Témiscamingue	k\$	1 028 830	377 344	343 420	1 749 594	1 550 153	199 441
	Part relative (%)	58,8	21,6	19,6	100,0	88,6	11,4
	Variation 2010/2009 (%)	33,0	-1,6	16,1	20,4	24,8	-5,2
Côte-Nord	k\$	2 196 632	510 995	245 443	2 953 070	1 224 199	1 728 871
	Part relative (%)	74,4	17,3	8,3	100,0	41,5	58,5
	Variation 2010/2009 (%)	88,7	-0,3	18,7	56,8	25,0	91,3
Nord-du-Québec	k\$	2 687 548	138 235	33 512	2 859 294	558 123	2 301 171
	Part relative (%)	94,0	4,8	1,2	100,0	19,5	80,5
	Variation 2010/2009 (%)	21,3	-13,2	14,7	18,9	28,5	16,8
Gaspésie– Îles-de-la-Madeleine	k\$	422 832	339 151	161 350	923 333	687 712	235 621
	Part relative (%)	45,8	36,7	17,5	100,0	74,5	25,5
	Variation 2010/2009 (%)	178,7	-9,4	6,7	36,3	134,5	-38,6
Chaudière- Appalaches	k\$	439 698	1 091 249	983 723	2 514 670	1 885 262	629 408
	Part relative (%)	17,5	43,4	39,1	100,0	75,0	25,0
	Variation 2010/2009 (%)	-15,1	-4,5	1,8	-4,3	-2,0	-10,6
Laval	k\$	173 694	1 176 838	1 433 198	2 783 730	2 085 099	698 631
	Part relative (%)	6,2	42,3	51,5	100,0	74,9	25,1
	Variation 2010/2009 (%)	-4,4	-19,9	-2,4	-10,8	-5,0	-24,4
Lanaudière	k\$	179 203	914 224	1 569 886	2 663 312	2 141 790	521 522
	Part relative (%)	6,7	34,3	58,9	100,0	80,4	19,6
	Variation 2010/2009 (%)	-0,3	3,8	-4,7	-1,6	-4,7	13,6
Laurentides	k\$	360 657	1 615 661	2 266 111	4 242 429	3 249 660	992 769
	Part relative (%)	8,5	38,1	53,4	100,0	76,6	23,4
	Variation 2010/2009 (%)	-23,3	2,1	-3,0	-3,3	-3,5	-2,8
Montérégie	k\$	1 383 747	5 073 318	4 463 903	10 920 968	7 737 322	3 183 646
	Part relative (%)	12,7	46,5	40,9	100,0	70,8	29,2
	Variation 2010/2009 (%)	2,6	5,9	-1,0	2,6	-0,6	11,3
Centre-du-Québec	k\$	768 860	442 898	572 782	1 784 541	1 106 228	678 313
	Part relative (%)	43,1	24,8	32,1	100,0	62,0	38,0
	Variation 2010/2009 (%)	-27,7	-11,8	2,2	-16,1	0,8	-34,0
Ensemble du Québec	k\$	13 167 900	28 784 500	20 705 700	62 658 200	40 779 500	21 878 700
	Part relative (%)	21,0	45,9	33,0	100,0	65,1	34,9
	Variation 2010/2009 (%)	10,5	2,9	0,4	3,6	0,9	8,8

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.